

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autres pays d'expression française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres pays d'expression française 100 frs

Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions dans le corps du personnel des forces armées togolaises. 2

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décision portant nomination. 3

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1987

21 oct. — Décision n° 969/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à divers fournisseurs. 3

3 nov. — Décision n° 993/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la société togolaise de boissons (S.T.B.). 4

3 nov. — Décision n° 994/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur du garage central et des permis de conduire. 7

5 nov. — Décision n° 1016/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. PONAI Tchangai. 4

5 nov. — Décision n° 1017/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Maître AGBANZO K. Messan. 4

5 nov. — Décision n° 1018/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget ordinaire de l'ONUDI et au Fonds de Roulement de cet organisme. 4

5 nov. — Décision n° 1019/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). 4

5 nov. — Décision n° 1020/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me KOFFI-GOH Kokou. 4

5 nov. — Décision n° 1021/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à l'Entreprise UDECTO. 7

5 nov. — Décision n° 1022/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre des Affaires étrangères et de la coopération. 7

5 nov. — Décision n° 1023/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture. 7

5 nov. — Décision n° 1024/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me AGBANZO K. Messan. 4

5 nov. — Décision n° 1025/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de l'entreprise J. MAHE. 5

5 nov. — Décision n° 1026/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me OCCANSEY S. W. Kwami. 5

5 nov. — Décision n° 1027/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture. 8

5 nov. — Décision n° 1028/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Organisation de l'Unité Africaine. (O.U.A.). 5

5 nov. — Décision n° 1030/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du Plan et des Mines. 8

5 nov. — Décision n° 1031/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du commerce et des transports. 8

5 nov. — Décision n° 1032/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me Koffi M. AKAKPO. 5

5 nov. — Décision n° 1033/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest. 5

5 nov. — Décision n° 1034/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. AZANGOU Akati Agouzou.	5
5 nov. — Décision n° 1035/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur du garage central administratif et des permis de conduire au Togo.	8
5 nov. — Décision n° 1036/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au nom de Me Komlavi AMEGADJIE.	5
5 nov. — Décision n° 1037/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au nom de Me Komlavi AMEGADJIE.	6
5 nov. — Décision n° 1038/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au nom de Me AGBANZO Kodjo Messan.	6
12 nov. — Décision n° 1065/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la Construction des Sièges du Secrétariat et du Fonds de la CEDEAO.	6
16 nov. — Décision n° 1073/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du contrôleur financier.	8
16 nov. — Décision n° 1074/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.	8
16 nov. — Décision n° 1075/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du centre régional Africain de conception et fabrication technique (CRACFT — ARCEDEM — FMB).	6
16 nov. — Décision n° 1076/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme aux «Actions de Solidarité de l'AGE — COOP».	6
16 nov. — Décision n° 1077/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du commerce et des transports.	8
16 nov. — Décision n° 1078/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Office International des Epizooties (O.I.E.).	6
16 nov. — Décision n° 1079/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du trésorier-payeur.	8
16 nov. — Décision n° 1080/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du trésorier-payeur.	8
16 nov. — Décision n° 1082/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de BCEOM - TOGO.	6
16 nov. — Décision n° 1083/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de la Force interimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL).	6
16 nov. — Décision n° 1084/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au Fonds des Nations Unies pour les Activités en Matière de Population (F.N.U.A.P.).	7
16 nov. — Décision n° 1085/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme aux frais locaux du P.N.U.D. à Lomé.	7
16 nov. — Décision n° 1086/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur des finances.	8
16 nov. — Décision n° 1088/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me AGBANZO Kodjo Messan.	7
26 nov. — Décision n° 1105/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme aux divers organismes.	7
26 nov. — Décision n° 1106/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	7

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1987

22 sept. — Arrêté n° 18/MJ/CT1 portant désignation d'un représentant de l'Etat Togolais devant le Tribunal Spécial pour la répression des détournements de deniers publics.	9
16 oct. — Arrêté n° 18 bis/MJ/CT1 portant désignation d'un représentant de l'Etat Togolais devant le Tribunal Correctionnel de Lomé.	9

10 nov. — Arrêté n° 21/MJ/CT1 portant désignation d'un représentant de l'Etat Togolais devant le Tribunal Correctionnel de Lomé.	9
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

Arrêtés portant nominations.	9
-----------------------------------	---

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1987

12 oct. — Arrêté n° 1003/MTFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale.	9
12 oct. — Arrêté n° 1004/MTFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale.	9
9 nov. — Arrêté n° 1100/MTFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement.	9
Arrêtés portant intégration, changement de corps, détachements, admissions dans divers corps de la fonction publique, constatation d'absences irrégulières, cessation définitive de fonctions, licenciements, admissions à la retraite, rappels à l'activité et rectificatifs à de précédents arrêtés portant intégration, nomination, cessation définitive de fonctions et admissions à la retraite.	9

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté portant nomination.	17
---------------------------------	----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1987

2 oct. — Arrêté n° 17/MDR portant interdiction de pêche dans la zone d'emprise du barrage de NAGBETO.	17
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

18 nov. — Arrêté n° 782/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. TOVI Koffi.	18
18 nov. — Arrêté n° 783/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. DOSSOUVI Kouassi Zobigbé.	18
Arrêté portant approbation de rôle.	18

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

BIAO TOGO (Bilan au 30 septembre 1987).	18
Avis de perte de Titres Fonciers.	18

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotions

Arrêté n° 20/D-PR-MDN du 28-9-87 — Est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1987 et nommé au grade de chef de bataillon dans les forces armées togolaises, le capitaine Akpo Gnandi du régiment de soutien et d'appui à Lomé pour compter du 25 septembre 1987.

Arrêté n° 22/D-PR-MDN du 1-10-87 — Les officiers dont les noms suivent en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après à compter du 1er octobre 1987.

INFANTERIE TOGOLAISE

au grade de capitaine

Le lieutenant..... Nabiyou Abalo

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

au grade de capitaine d'aviation

Les lt. d'aviation..... Attipou Messan
Téko Agbo.

Arrêté n° 24/DPR-MDN du 1-10-87 — Les militaires dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1987 et nommés aux grades ci-après dans les forces armées togolaises à compter du 1er octobre 1987.

INFANTERIE TOGOLAISE

au grade de sergent

Le caporal :

Pitaham Tambana mle 6.808 R.P.C.

Les 1res classes :

Kpatcha Yao mle 5.338 R.S.A.

Assoti Aklesso mle 5.537 R.S.A.

Katimboa Wendama mle 6.821 R.S.A.

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

au grade d'adjudant

Les 2e classes :

Baramna Djoguigou mle 7.574 B.T.L.

Bonfoh Faré mle 7.629 B.C.N.

au grade de sergent-chef

Les 2e classes :

Sikou Napo mle 7.570 B.C.N.

Tchanoga Aoussi mle 7.573 B.T.L.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Nomination

Décision n° 54/INT du 2-11-87 — Sont et demeurent rapportées les décisions n°s 44/D/INT/APA, 23/INT-APA, 139/INT-APA-AP, 112/INT-SG-APA-AP, 93/INT-APA, 108/INT-SG-APA et 91/INT-SG-APA des 2 juin 1970, 25 février 1972, 26 novembre 1973, 16 novembre 1979 et 31 décembre 1982 et 30 décembre 1983 portant nomination de secrétaires de chefs de canton et de chefs traditionnels.

Sont nommés secrétaires de chefs de canton et de chefs traditionnels, dans les préfectures ci-après, les personnes dont les noms suivent :

Préfecture des Lacs :

Kuévi L. Kangni : secrétaire du chef traditionnel d'Agbodrafo.

Préfecture de Yoto :

Atchon K. Koffi : secrétaire du chef traditionnel de Tabligbo.

Préfecture du Zio :

Maglo Koffi : secrétaire du chef de canton de Gbatopé.

Préfecture du Haho :

Gbede M. M. Koffi : secrétaire du chef de canton de Kpékplémé.

Préfecture de l'Ogou :

Zotchi Fagnon : secrétaire du chef de canton de Djama.

Kokovena Djagnikpo : secrétaire du chef de canton de Nyamassila.

Préfecture de Tchaoudjo :

Tchagnao Essoh-Takou : secrétaire du chef de canton d'Agoulou.

Préfecture de l'Oti :

Tchannaté Nahourbè : secrétaire du chef de canton de Gando.

M'Boma Défahé : secrétaire du chef de canton de Mogou.

Il est alloué à chacun des secrétaires ainsi nommés des indemnités annuelles de fonctions de quatre-vingt-seize mille (96.000) francs.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1987, section 15, chapitre 21, article 00-00, paragraphe 12.

La présente décision aura effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 989/MEF/FCS du 21-10-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trente huit millions huit cent quarante neuf mille huit cent sept (38.849.807) francs CFA, représentant le montant des factures des fournisseurs de la Présidence de la République ci-dessous désignés de la façon suivante :

Hôtel du 2 Février	9.454.280 FCFA
compte n° 32.600.552.14 UTB-Lomé	
Hôtel de la Paix	2.558.060 FCFA
compte n° 3160061985 UTB-Lomé	
Hôtel Kara	1.191.265 FCFA
compte n° 3160040113 UTB-Lomé	
Noufaillay	3.870.000 FCFA
compte n° 1090 BALTEX-Lomé	
ABC	21.505 FCFA
compte n° 05-96 CCP-Lomé	
Walter	104.100 FCFA
compte n° 9260110 UTB-Lomé	
BADECO	2.150.000 FCFA
compte n° 50479/23 BTCL-Lomé	
TOGOREP	3.302.630 FCFA
compte n° 012460120 BTCL-Lomé	
DEGBAVA	1.530.000 FCFA
compte n° 1190 BALTEX-Lomé	
Hôtel le Lac	23.850 FCFA
compte n° 3160042723 UTB-Lomé	
Hôtel du 30 Août	69.050 FCFA
compte n° 4370004602 UTB	
Electro-Hall	3.598.817 FCFA
compte n° 3260011621 UTB-Lomé	
TOGO-METAL	1.687.560 FCFA
compte n° 36.012.008/N BIAO-Lomé	
Barsouna Joseph	864.000 FCFA
compte n° 3160057942 UTB-Lomé	

Bata	858.000 FCFA
compte n° 3160021858 UTB-Lomé	
PADONOU	784.000 FCFA
compte n° 3170157411 UTB-Lomé	
SNT SIMPEX	153.365 FCFA
compte n° 3270014973 UTB-Lomé	
Regal	130.000 FCFA
compte n° 36018008-K UTB-Lomé	
GLB	6.499.325 FCFA
compte n° 402.301.803-U BTB-Lomé	

Total = 38.849.807 FCFA

Cette somme sera mandatée et virée aux comptes bancaires desdits fournisseurs.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 993/MEF/FCS du 3-11-87 — Est autorisé le paiement au profit de la société togolaise de boissons (S.T.B.) de la somme de vingt millions neuf cent soixante deux mille neuf cent soixante (20.962.960) francs CFA, représentant le règlement d'un lot de factures relatives à divers achats faits sur les gestions 1985 et 1986 par la Présidence de la République.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 60256 ouvert à l'Union Togolaise de Banque.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1016/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de cent mille (100.000) francs CFA représentant le montant de l'indemnité provisionnelle accordée à M. Ponaï Tchagāi client de Me Agbanzo Kodjo Messan dans l'affaire ministère public contre Matatto Kadjalourou.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 402-406-705-T ouvert à la B.T.D. au nom de Me Agbanzo Kodjo Messan.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1017/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trois cent mille (300.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Gnassissa Kondo Lébilaki.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 402-406-705-T ouvert à la Banque Togolaise

se pour le Développement au nom de Maître Agbanzo K. Messan, avocat à la Cour pour être ensuite versée à sa cliente Owoussou Adjowa.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1018/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions sept cent onze mille huit cent cinquante (3.711.850) francs CFA soit l'équivalent de 12.170 dollars EU, représentant les contributions de notre pays au budget ordinaire de l'ONUDI et au fonds de roulement de cet organisme pour les années 1986 et 1987.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire UNIDO Dollar Account n° 29-05115 Créditanstalt-Bankverein Schottengasse 6 A — 1010 Vienne Autriche.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (rubrique PNUD) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1019/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de dix millions (10.000.00) de francs CFA, représentant les arriérés des contributions du Togo au budget de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) au titre des années 1984 à 1986.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 9520.811/92 domicilié à la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS) à Dakar.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1020/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent quatre vingt douze mille (592.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Bilanté Nassam.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1467 ouvert à la BALTEX au nom de Me Koffigoh Kokou, avocat à la Cour pour être ensuite versée aux ayants-droit de Bakolé Mayena.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1024/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire

ministère public contre Agbavon Kodjo.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 402.406.705-T ouvert à la B.T.D. au nom de Me Agbanzo K. Messan pour être ensuite versée à son client.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1025/MEF/DCO du 5-11-87 — Est autorisé le paiement au profit de l'entreprise J. Mahé, de la somme de quarante sept millions quatre cent un mille cent trente cinq (47.401.135) francs CFA, représentant le montant de ses factures relatives à des travaux de réfection à la Présidence de la République.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 3270001717 ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé au nom de ladite entreprise.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1026/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions quatre vingt cinq mille (5.085.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Yawo Agbegnidé Faustin.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 402-400-253-E ouvert à la B.T.D. au nom de Me Occansey S.W. Kwami, avocat à la Cour pour être ensuite versée à la C.N.S.S. qui a servi des rentes aux ayants-droit de la victime.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1028/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trente cinq millions huit cent quatre mille huit cent soixante cinq (35.804.865) francs CFA soit l'équivalent de 117393 dollars EU, représentant la quote part contributive du Togo au budget de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) au titre de l'année 1987-1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 002 ouvert à la banque commerciale d'Ethiopie à Addis-Abéba.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (rubriques O.U.A. et C.E.D.E.A.O.) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1032/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trois cent mille (300.000) francs CFA, représentant le montant de l'indemnité provisionnelle accordée à Mme Poutou Wamnam cliente de Maître Koffi M. Akakpo dans l'extrait du jugement n° 241/87 rendu le 23 juin 1987 par le tribunal correctionnel de Sokodé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 3100084751 ouvert à l'union togolaise de banque au nom de Me Koffi M. Akakpo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1033/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de onze millions soixante six mille neuf cent vingt cinq (11.066.925) francs CFA soit l'équivalent de 36.285 dollars E.U. représentant les contributions du Togo au budget de fonctionnement de l'association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest au titre de :

Contributions de l'année 1987	18500 E.U.
supplément budget 1986	15580
tranche d'arriérés payable en 1987	2205

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 9520-618-770-09 ouvert à la B.I.C.I.S. sise 2, avenue Roume à Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1034/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt cinq mille (25.000) francs CFA, représentant l'indemnité de première mise de costume d'audience au profit de M. Azango Akati Agouzou, magistrat au parquet général Lomé.

Cette somme sera mandatée et payée par bon de caisse au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1036/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de un million sept cent mille (1.700.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Edoth Viho Mawuto.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 3202660457 ouvert à l'union togolaise de banque à Lomé au nom de Maître Komlavi Amegadjie, avocat à la Cour pour être ensuite versée aux ayants-droit de Bekeve Toulassi Kodjo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1037/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre millions cent soixante deux mille huit cent trente sept (4.162.837) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Akpovi Atadégnon.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 3202660457 ouvert à l'union togolaise de banque à Lomé au nom de Maître Komlavi Amegadjie avocat à la Cour pour être ensuite versée à son client M. Dussey Agbenyinou.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1038/MEF/FCS du 5-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trois cent vingt mille (320.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais à Gbotso Sodoli.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 402408705-T ouvert à la banque togolaise de développement au nom de Maître Agbanzo Kodjo Messan pour être ensuite versée à son client Gbotso Sodoli.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1065/MEF/FCS du 12-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de dix huit millions (18.000.000) de francs CFA, représentant la participation togolaise à la construction des sièges du secrétariat et du fonds de la C.E.D.E.A.O. au titre du trimestre échu au 30-9-87.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1.009.430 ouvert à la B.C.C.I. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (fonds d'intervention économique) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1075/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA soit l'équivalent de 33.000 dollars E.U. représentant un acompte sur les arriérés de nos contributions au budget du centre régional africain de conception et fabrication techniques (CRACFT-ARCEDEM-P.M.B.) 19 U.I. Poste Office Ibadan (Nigéria).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36.400.115-R ouvert à la B.I.A.O. Lomé au nom du PNUD au profit de CRACFT-ARCEDEM.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1076/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de deux cent quatre vingt onze mille quatre cent quarante deux (291.442) francs CFA, représentant la quote-part du Togo aux « Actions de Solidarité de l'AGE-COOP » pour l'année 1987.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 160.001-U domicilié à la B.I.A.O.

9, Avenue de Messine
75.008 Paris — France.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1078/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions cent trente mille (2.130.000) francs CFA soit 42.600 FF, représentant la contribution annuelle de 1987 au budget de l'office international des épizooties (O.I.E.).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 45.045-02 ouvert au crédit industriel et commercial (CIC) Agence 0,54 rue de Prony, 75017 Paris, France.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1082/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement au profit de BCEOM-Togo de la somme de trois millions cinq cent vingt mille cinq cent neuf (3.520.509) francs CFA, représentant le montant de la facture relative à la mission d'expertise du bassin d'eau de mer de l'hôtel Tropicana effectué par M. Pallez à Lomé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 9030006090130 ouvert à la B.T.C.I. à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 92, article 00-00 paragraphe 65 (fonds d'intervention économique) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1083/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf cent quatre vingt dix mille (990.000) francs CFA, représentant les contributions du Togo au budget de la force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL) pour les périodes allant du 19 décembre 1986 au 31 juillet 1987 et du 1er août 1987 au 31 janvier 1988 pour respectivement 1.860 et 1.329 dollars E.U.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 015-0014558 domicilié à la Chemical Bank United Nations Branch New-York, N.Y. 10017.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (ligne FUNU) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1084/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions (3.000.000) de francs CFA, représentant la contributions volontaire du Togo au fonds des Nations-Unies pour les activités en matière de population (F.N.U. A.P.) pour l'année 1987.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36.400.115-R ouvert à la BIAO Lomé au nom du P.N.U.D. à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1085/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de treize millions trente et un mille cinq cents (13.031.500) francs CFA, représentant la participation financière du Togo aux frais locaux du P.N.U.D. à Lomé au titre de l'année 1987.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36.400.115-R domicilié à la B.I.A.O. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1088/MEF/FCS du 16-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre vingt quinze mille (95.000) francs CFA, représentant le montant des indemnités provisionnelles accordées aux sieurs : Boukpessi Missowina (75.000 FCFA) et Kpakou Tchamou (20.000 FCFA) clients de Me Agbanzo Kodjo-Messan dans l'affaire ministère public contre Amedjihoun Aboki.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 402-406-705-T ouvert à la B.T.D. au nom de Me Agbanzo pour être ensuite versée à ses clients.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1105/MEF/FCS du 26-11-87 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions (3.000.000) de francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo au titre de l'année 1987 aux organismes suivants :

— Programme des Nations-Unies	
pour le développement	1.000.000
— Fonds des Nations-Unies	
pour l'Enfance UNICEF	2.000.000
	<hr/> 3.000.000

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36.400.115-R ouvert à la BIAO Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1106/MEF/DCO du 26-11-87 — Est autorisé le paiement au profit de la société anonyme ABCZ 18/20 Place Van Meyel, 1040 Bruxelles (Belgique) de la somme de trente millions (30.000.000) de francs CFA, représentant le règlement de la première tranche des travaux de vérification et d'aménagement du véhicule Mercedes Benz 600 « Landaulet » de la Présidence de la République.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en régularisation de l'ordre de paiement n° 327 du 14 août 1987.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 61, article 07-23, paragraphe 32 (achat de véhicules) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloqué de crédits

Décision n° 994/MEF/DCO du 3-11-87 — Il est mis à la disposition du directeur du garage central et des permis de conduire un crédit de dix millions (10.000.000) de francs CFA pour lui permettre d'effectuer l'entretien des véhicules administratifs pendant le reste de l'année.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (fonds d'intervention économique).

Décision n° 1021/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition de la direction des finances un crédit spécial de cinq millions six cent cinquante quatre mille six cent vingt six (5.654.626) francs CFA en vue de l'indemnisation de l'entreprise UDECTO par suite de l'annulation par l'administration des travaux de la construction de la direction des douanes à Lomé, objet du marché n° 66/78/TP.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (provisions pour régularisation des dépenses des gestions antérieures).

Décision n° 1022/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération au profit de l'ambassade du Togo à Ottawa (Canada) un crédit de trois millions cinq cent mille (3.500.000) francs CFA en vue de faire face aux dépenses relatives à la visite du Chef de l'Etat togolais au Québec dans le cadre du deuxième sommet de la Francophonie les 2, 3, 4 septembre 1987.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales).

Décision n° 1023/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture un crédit d'un montant de un million soixante sept mille deux cents (1.067.200) francs CFA pour l'achat de deux titres de transport Lomé-

Stuttgart-Lomé à l'épouse et au fils de M. Rainer Willfeld, l'entraîneur de l'équipe nationale de football, conformément aux clauses de son contrat de travail.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 60, article 07-22, paragraphe 99 (frais de transport à l'occasion des missions à l'étranger).

Décision n° 1027/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture un crédit de douze millions (12.000.000) de francs CFA pour les dépenses de transport des 25 membres de la délégation togolaise devant se rendre en Allemagne et en France dans le cadre des préparatifs des phases finales de la coupe du monde junior de football.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 60, article 07-22, paragraphe 99 (frais de transport à l'occasion des missions à l'étranger).

Décision n° 1030/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre du plan et des mines un crédit de deux millions cent quatre vingt trois mille quatre cent quarante (2.183.440) francs CFA pour le règlement des factures relatives aux frais engagés à l'occasion de la visite à Kara de M. Lorenzo Natali, vice-président de la commission des communautés européennes.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales).

Décision n° 1031/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre du commerce et des transports un crédit spécial d'un montant de vingt et un millions cent vingt sept mille (21.127.000) francs CFA à titre de financement complémentaire du budget de fonctionnement gestion 1987 de l'aéroport de Niamtougou.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (fonds d'intervention économique).

Décision n° 1 035/MEF/DCO du 5-11-87 — Il est mis à la disposition du directeur du garage central administratif et des permis de conduire du Togo, un crédit de un million cinq cent quarante neuf mille deux cent cinquante six (1 549 256) francs CFA pour compléter le crédit destiné à l'achat d'un véhicule de marque Renault pour les services de sécurité de Paris.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1 073/MEF/DCO du 16-11-87 — Il est mis à la disposition du contrôleur financier, un crédit de six millions six cent vingt neuf mille cinq cent vingt deux (6 629 522) francs CFA pour l'application partielle de matériel informatique.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1 074/MEF/FCS du 16-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique un crédit de cinq cent mille (500 000) francs CFA pour les différents contacts qu'il aura à prendre en vue de soutenir la candidature de M. Seddoh au conseil exécutif de l'UNESCO.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1 077/MEF/DCO du 16-11-87 — Il est mis à la disposition du ministre du commerce et des transports, un crédit spécial de deux millions (2 000 000) de francs CFA pour lui permettre de liquider les factures de fournitures de divers documents d'immatriculation et de mutation de véhicules.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1 079/MEF/DCO du 16-11-87 — Il est mis à la disposition du trésorier-payeur un crédit de un million trois cent quatre vingt douze mille (1 392 000) francs CFA pour la régularisation des frais engagés par la mission de négociation auprès du FMI et de la BIRD à Washington.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales).

Décision n° 1 080/MEF/DCO du 16-11-87 — Il est mis à la disposition du trésorier-payeur un crédit de cinq millions trois cent soixante six mille neuf cents (5 366 900) francs CFA pour servir à payer les loyers des maisons prises en bail pour loger vingt neuf (29) expropriés du camp R I T, côté Ouest-Sud Lagunaire.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (fonds d'intervention économique).

Décision n° 1 086/MEF/DCO du 16-11-87 — Il est mis à la disposition du directeur des finances un crédit de cinquante huit mille trois cent trente trois

(58 333) francs CFA en vue de régulariser les dépassements constatés sur les frais de mission de la cour suprême du Togo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1987, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures).

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Représentants de l'Etat en Justice

Arrêté n° 18/MJ/CT1 du 22-9-87 — M. Djabakatie Minkaïla, chef d'agence agricole au projet FED-DRDR/Savanes est désigné pour représenter le ministre du développement rural devant le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics dans l'affaire commissaire du gouvernement contre Nangue Tindo.

Arrêté n° 18 bis/MJ/CT1 du 16-10-87 — Le sous-lieutenant Agbele Koffi de la gendarmerie nationale, est désigné pour représenter l'Etat togolais devant le tribunal correctionnel de Lomé dans la procédure suivie contre Awesso Amou Essossinam, du chef d'homicide involontaire.

Arrêté n° 21/MJ/CT1 du 10-11-87 — Le lieutenant Tcheouafeï Batagnaké de la gendarmerie nationale est désigné pour représenter l'Etat togolais dans la procédure suivie contre Bakoma Moégama, des chefs d'homicide et blessures involontaires et excès de vitesse.

Nominations

Arrêté n° 19/MJ-CAB du 20-10-87 — MM. Mawugbé Anani Mékalawou, n° mle 026343-H, magistrat de 2e grade, 1er échelon et Adjodo Kossi Séna, administrateur en chef de classe exceptionnelle, sont nommés conseillers techniques au ministère de la justice.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er septembre 1987, pour M. Mawugbé Anani Mékalawou et du 1er octobre 1987 pour M. Adjodo Séna.

Arrêté n° 20/MJ-CAB du 10-11-87 — M. Tagba Ababaya, greffier en chef près le tribunal de première instance de Mango est nommé fonctionnaire-huissier près dudit tribunal.

Le procureur général près la cour d'appel est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotion

Arrêté n° 1 003/MTFP du 12-10-87 — M. Kougblenou Amavi, n° mle 001316-V, adjoint administratif de 2e classe, 4e échelon du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, est promu au grade d'adjoint administratif de 1re classe, 1er échelon à compter du 30 août 1985.

Arrêté n° 1 004/MTFP du 12-10-87 — M. Malm Hlomabu Essime, secrétaire d'administration de 1re classe, 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade de secrétaire d'administration principal, 1er échelon à compter du 1er juillet 1987.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er juillet 1984.

Arrêté n° 1 100/MTFP du 9-11-87 — M. Ayivi Messan Amavi, n° mle 001435-M, instituteur de 2e classe, 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur de 1re classe, 1er échelon à compter du 1er janvier 1987.

Intégrations

Arrêté n° 1 006/MTFP du 12-10-87 — M. Togninou Kuaku Séou, n° mle 012160-J, adjoint administratif de 2e classe, 4e échelon (catégorie C-indice 700) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle I, promotion 1984-1987, option : administration générale, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe, 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 3 août 1987 et conserve son affectation actuelle (section : 19, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1 007/MTFP du 12-10-87 — M. Talbousouma Alangba Assoum-Toko, n° mle 023250-C, adjoint administratif de 1re classe, 2e échelon (catégorie C-indice 800), titulaire du diplôme de l'ENA, cycle I, promotion 1984-1987 (option : finances et trésor), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans celui du trésor en qualité de contrôleur de 2e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) à compter du 03 août 1987, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 30 du budget général).

M. Talbousouma Alangba Assoum-Toko continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 800 qu'il a atteint dans son ancien cadre.

Arrêté n° 1 008/MTFP du 12-10-87 — Est rapporté l'arrêté n° 1 018/MTFP du 4 août 1982, portant intégration de Mme Alagbé Ablavi Banédé, épouse Haden, n° mle 018646-Q.

Mme Alagbé Ablavi Banédé, épouse Haden, n° mle 018646-Q, secrétaire d'administration de 2e classe, 4e échelon (catégorie B-indice 1 050) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence ès-sciences économiques (option : gestion), session de juin 1981 de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'attachée d'administration de 2e classe, 1er échelon (catégorie A2-indice 1 100) à compter du 1er juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (section 35, chapitre 16 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 27 octobre 1980, date du dernier avancement automatique de l'intéressée dans son corps de provenance.

Mme Alagbé est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

27-10-1982 — attachée d'administration de 2e classe, 2e échelon

27-10-1984 — attachée d'administration de 2e classe, 3e échelon

27-10-1986 — attachée d'administration de 2e classe, 4e échelon (indice 1 400).

Arrêté n° 1 032/MTFP du 26-10-87 — Les agents ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaires du diplôme de l'école nationale d'administration de Lomé, cycle II, option : administration du travail (promotion 1984-1987), sont rayés dudit cadre et intégrés dans les conditions suivantes dans la catégorie A2 en qualité d'inspecteur du travail à compter du 31 août 1987 et conservent leur affectation actuelle (section 19, chapitre 21 du budget général).

Noms et prénoms n° matricule	Ancien grade et indice	Nouveau grade et indice	Date du dernier avancement	Date l'effet de l'an- cienneté pour le prochain avancement
Midamou Djiwa n° mle 006312-A	Secrétaire d'administration principal, 2e échelon (indice 1 550)	Inspecteur du travail de 1re classe, 2e échelon (indice 1 600)	1- 9-86	1- 9-86
Kataka Amonaou n° mle 013670-Y	Secrétaire d'administration principal, 1er échelon (indice 1 450)	Inspecteur du travail de 1re classe, 1er échelon (indice 1 500)	3-12-86	3-12-86
Agbayi-Zato Essotassi Assoumalouwa n° mle 004601-T	Secrétaire d'administration de 1re classe, 2e échelon (indice 1 250)	Inspecteur du travail de 2e classe, 3e échelon (indice 1 300)	24- 6-86	24- 6-86

Arrêté n° 1 033/MTFP du 26-10-87 — Les agents de police ci-après désignés relevant du cadre des fonctionnaires de la police, sont rayés de ce cadre et intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale (section 15, chapitre 20 du budget général) :

*Commis d'administration de 1re classe
2e échelon — indice 470*

(Date du dernier avancement : 2-4-86)

Awoudji Akossiwa Aduke, n° mle 016141-P, gardien de la paix, 6e échelon

Gawa Amah, n° mle 016146-C, gradien de la paix 6e échelon

Lawson Nadou Agbakou, n° mle 016149-F, gardien de la paix, 6e échelon

*Commis d'administration de 1re classe
1er échelon — indice 430*

(Date du dernier avancement : 2-4-85)

Adewui M'Bêh, n° mle 016136-S, gardien de la paix, 5e échelon

Akayi Dédé Gan, n° mle 016138-L, gardien de la paix, 5e échelon

Ali Asséyou, n° mle 016072-J, gardien de la paix, 5e échelon

Alowou Essi Enyonam, n° mle 016139-V, gardien de la paix, 5e échelon

Amoussou Ezonsou Kayi, n° mle 016075-M, gardien de la paix, 5e échelon

Batchassido Kéméodo, n° mle 016142-Y, gardien de la paix, 5e échelon

Birrégah Tiweraba, n° mle 016084-N, gardien de la paix, 5e échelon

Dosseh Améyo Nâki, n° mle 016144-J, gardien de la paix, 5e échelon

Ekue Ayélé, n° mle 016145-T, gardien de la paix, 5e échelon

Itiblisé Akossiwa n° mle 016147-M, gardien de la paix, 5e échelon
 Katanga Kossiwa Solim, n° mle 016148-W, gardien de la paix, 5e échelon
 Malougou Kombaté Gnogdmoï, n° mle 016113-B, gardien de la paix, 5e échelon
 Mensah Adjélé, n° mle 016114-L, gardien, de la paix, 5e échelon
 Ouyenga Abra A. Tchantcha, n° mle 016124-W, gardien de la paix, 5e échelon
 Samaro Yawa, n° mle 016151-Z, gardien de la paix, 5e échelon
 Sodjati Ahœfa, n° mle 016153-K, gardien de la paix, 5e échelon
 Sogoyou Mindissa, n° mle 019118-Y, gardien de la paix, 5e échelon
 Soodina M'Baka, n° mle 016128-A, gradien de la paix, 5e échelon
 Togbé Abia Enyonam, n° mle 016155-D gardien de la paix, 5e échelon
 Toka Talata, n° mle 016156-N, gardien de la paix, 5e échelon
 Wadja Adjoua, n° mle 016133-X, gardien de la paix,

Commis d'administration de 2e classe

4e échelon — indice 390

(Date du dernier avancement : 1-1-85)

Adika Akossiwa Mawusse, n° mle 025658-U, gardien de la paix, 4e échelon
 Ajavon Tchotcho, n° mle 025680-A, gardien de la paix, 4e échelon
 Amegnaglo Abia, n° mle 025098-C, gardien de la paix, 4e échelon
 Amegnaglo Kayivi, n° mle 025693-P, gardien de la paix, 4e échelon
 Anthony Awoyo Ayaovi, n° mle 025697-T, gardien de la paix, 4e échelon
 Atara Towounaka, n° mle 025705-K, gardien de la paix, 4e échelon
 Assem Abia, n° mle 025699-M, gardien de la paix, 4e échelon
 Azo Améyovie Mawuto, n° mle 025108-N, gardien de la paix, 4e échelon
 Baragbokou Elemawussi, n° mle 025728-A, gardien de la paix, 4e échelon
 Bodjona Mayao, n° mle 025743-H, gardien de la paix, 4e échelon
 Degou Adewodouna, n° mle 025125-F, gardien de la paix, 4e échelon
 Djakpergue Libactibe, n° mle 025754-U, gardien de la paix, 4e échelon
 Djeri Ikpindi, n° mle 025755-D, gardien de la paix, 4e échelon
 Djibom-Ekoué Dédé, n° mle 025758-N, gardien de la paix 4e échelon
 Djramedo Dédé, n° mle 025758-G, gardien de la paix, 4e échelon

Donso Binaminouwè, n° mle 025129-K, gardien de la paix, 4e échelon
 Ekoude Akossiva, n° mle 025135-R, gardien de la paix, 4e échelon
 Fiasse Ayaovi Dadavi, n° mle 025773-F, gardien de la paix, 4e échelon
 Gnansa Essossimna, n° mle 025144-J, gardien de la paix, 4e échelon
 Gninou Essossimna, n° mle 025783-R, gardien de la paix, 4e échelon
 Goudjo Ablavi, n° mle 025788-E, gardien de la paix, 4e échelon
 Kalipé A. Djifah, n° mle 025798-Q, gardien de la paix, 4e échelon
 Kamou Kamou Manonkiyem, n° mle 025799-Z, gardien de la paix, 4e échelon
 Kémé Akossiwa Hihéagnon, n° mle 025808-S, gardien de la paix, 4e échelon
 Kogni Malibi, n° mle 025811-V, gardien de la paix, 4e échelon
 Koudjou-Bayoki Abia, n° mle 025819-M, gardien de la paix, 4e échelon
 Lare Dindame N'Haméka, n° mle 025833-B, gardien de la paix, 4e échelon
 Mensah Yawa Biava, n° mle 025854-G, gardien de la paix, 4e échelon
 Mifatou Adjowa, n° mle 025855-R, gardien de la paix, 4e échelon
 Mouzou, Yébou, n° mle 025856-S, gardien de la paix, 4e échelon
 Nakoda Larba, n° mle 025859-V, gardien de la paix, 4e échelon
 Natabi Mariama, n° mle 025860-E, gardien de la paix, 4e échelon
 Noussoukpoè Amenyo, n° mle 025186-L, gardien de la paix, 4e échelon
 Piga Larba, n° mle 025874-U, gardien de la paix, 4e échelon
 Pilos Somoyabou Passimasouwè, n° mle 025877-X, gardien de la paix, 4e échelon
 Pitha Afoua Mazoulmani, n° mle 025878-G, gardien de la paix, 4e échelon
 Sactreka Nouguebouamé, n° mle 025191-H, gardien de la paix, 4e échelon
 Solimba Malembena, n° mle 025193-T, gardien de la paix, 4e échelon
 Tcha Aléma Afouloum, n° mle 025895-Z, gardien de la paix, 4e échelon
 Tchonda Bréssiwé, n° mle 025200-A, gardien de la paix, 4e échelon
 Wampah Amavi Novinyo, n° mle 025916-W, gardien de la paix, 4e échelon
 Yabi Kossiwa, n° mle 025211-V, gardien de la paix, 4e échelon.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Arrêté n° 1 034/MTFP du 26-10-87 — Mme Noursoukpoé Adjoa Dadagan, n° mle 023734-Q, attaché d'administration de 1re classe, 1er échelon (catégorie A2-indice 1 500), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle III, option : administration générale (promotion 1985 - 1987), est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'administrateur civil, 3e échelon (catégorie A1 - indice 1 600) à compter du 10 août 1987, date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 7, chapitre 21 du budget général).

son affectation actuelle (section 21, chapitre 22 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 17 novembre 1985, date du dernier avancement automatique dans son corps.

Arrêté n° 1 078/MTFP du 30-10-87 — Est rapporté en ce qui concerne M. Palanga Djobo Eyatassi Pagnikatom, n° mle 022708-N, l'arrêté n° 479/MTFP du 1er juin 1987, portant intégration.

Arrêté n° 1 097/MTFP du 9-11-87 — M. Hevi-Doglan Agbézugé, n° mle 022390-Q, contrôleur du travail de 1re classe, 1er échelon, est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 14 juillet 1987 (indice 1 250).

M. Hévi - Doglan Agbézugé, n° mle 022390 - Q, contrôleur du travail de 1re classe, 2e échelon (catégorie B-indice 1 250), titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration de Lomé, cycle II (promotion 1984-1987, option administration du travail), est intégré dans la catégorie A2 en qualité d'inspecteur du travail de 2e classe, 3e échelon (indice 1 300) à compter du 31 août 1987, date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 14 juillet 1987, date du dernier avancement automatique dans son ancien corps.

Arrêté n° 1 098/MTFP du 9-11-87 — Les adjoints administratifs (catégorie C) ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaires du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA), cycle I, promotion : 1984 - 1987, option : administration générale, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de secrétaires d'administration de 2e classe, 1er échelon (catégorie B-indice 750) dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle :

Arrêté n° 1 035/MTFP du 26-10-87 — M. Feter Kwasikuma, n° mle 009442-L, attaché d'administration de 1re classe, 2e échelon (catégorie A2-indice 1 600) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme du cycle III de l'école nationale d'administration (ENA) : promotion 1985-1987, option : administration générale, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'administrateur civil, 3e échelon (catégorie A1-indice 1 600) à compter du 1er septembre 1987 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine (section 23, chapitre 11 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 3 décembre 1985, date du dernier avancement d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 1 036/MTFP du 26-10-87 — M. Koffi Kossiko Kalenyo, n° mle 005069-X, attaché d'administration de 1re classe, 2e échelon (catégorie A2-indice 1 600) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA), cycle III, promotion 1985 - 1987, option : gestion des entreprises, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'administrateur civil, 3e échelon (catégorie A1-indice 1 600) à compter du 27 juillet 1987, date de reprise de service et conserve

Noms et prénoms	Ancien grade	Date du dernier avancement	Date d'intégrat	Nouveau grade
Ahé Tchalim Akilè Ezzo N° mle 025542-G	adjoint administratif 2e classe, 2e échelon (indice 600)	9- 2-1986	6-8-1987	secrétaire d'action 2e classe, 1er échelon (indice 750)
Wilson Akolé Soké N° mle 024434-U	adjoint administratif 1re classe, 1er échelon (indice 750)	16-10-1986	18-8-1987	secrétaire d'action 2e classe, 1er échelon (indice 750)

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 16 octobre 1986, date du dernier avancement automatique en grade de Mlle Wilson Akolé Soké dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1101/MTFP du 9-11-87 — Est rapporté l'arrêté n° 1156/MTFP du 23 août 1983, portant intégration de M. Attisoh Folli, n° mle 017292-E.

M. Attisoh Follygan, n° mle 017292-E, moniteur de 3e classe, 2e échelon est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 19 juin 1981.

M. Attisoh Follygan, n° mle 017292-E, moniteur de 3e classe, 3e échelon (catégorie D-indice 350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

1-1-84 — instituteur-adjoint de 3e classe, 2e échelon

1-1-86 — instituteur-adjoint de 3e classe, 3e échelon (indice 650).

Changement de corps

Arrêté n° 1 069/MTFP du 30-10-87 — M. Lawson Boëvi Adodo, n° mle 031682-U, professeur des CEG de 3e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1 100) est rayé du corps des professeurs des collèges d'enseignement général et intégré dans celui des professeurs-adjoints d'éducation physique et sportive en qualité de professeur-adjoint d'éducation physique et sportive de 3e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1 100) et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture.

Le présent arrêté prend effet à compter du 26 août 1987.

Détachements

Arrêté n° 977/MTFP du 8-10-87 — Mme Kuégah Tchoutchouda Kayi, épouse Koulekey, n° mle 011789-X, attaché d'administration de 1re classe, 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à l'université du Bénin à Lomé, est placée dans la position de détachement pour servir auprès du centre international pour le développement des engrais à Lomé, pour une période d'un (1) an, valable du 1er octobre 1987 au 30 septembre 1988 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de Mme Kuégah, seront à la charge dudit centre et la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo sera imputable sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 58-III-3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 1 051/MTFP du 27-10-87 — M. Apedo-Amah Ayivi Abalo, professeur de CE du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, placé dans la position de détachement auprès de la commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA) suivant arrêté n° 50/MTFP du 8 janvier 1980 est maintenu dans cette même position pour la période allant du 16 janvier 1981 au 31 décembre 1984 inclus.

Pendant la durée du détachement les émoluments de M. Apedo-Amah seront à la charge de la CEA et la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo, en application des dispositions de l'article 58-III 3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

M. Apedo-Amah subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 1 052/MTFP du 27-10-87 — M. Balaka Yao, n° mle 011571-D, ingénieur de 3e classe, 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service au ministère du développement rural, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'INADES-FORMATION à Atakpamé, pour une période de cinq (5) ans, valable du 23 septembre 1987 au 28 septembre 1992 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Balaka seront à la charge de l'INADES-FORMATION et la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 58-III 3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

M. Balaka subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 1 054/MTFP du 27-10-87 — Il est mis fin à compter du 1er janvier 1985, au détachement auprès de la commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA) de M. Apedo-Amah Ayivi Abalo, professeur de CE du cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique à compter de la même date.

Arrêté n° 1 073/MTFP du 30-10-87 — M. Houenassou-Houangbe Tognidé, n° mle 010747-M, médecin-inspecteur, 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la direction générale de la santé publique à Lomé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'organisation mondiale de la santé (OMS) pour une période de deux (2) ans, valable du 30 septembre 1987 au 30 septembre 1989.

Pendant la durée de détachement, les émoluments de M. Houenassou-Houangbe seront à la charge de l'OMS et la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo sera imputé sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 58-III-3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

M. Houenassou-Houangbe subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 1074/MTFP du 30-10-87 — Il est mis fin pour compter du 1er décembre 1987 au détachement auprès de la société togolaise d'études et de développement (SOTED) de M. Tomety Messan Adodo, n° mle 006198-G, administrateur civil en chef, 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du plan et des mines pour compter de la même date.

Arrêté n° 1105/MTFP du 10-11-87 — Mme Attayi Kayi (Irène-Marie), épouse Doche Abbey, institutrice-adjointe de 1re classe, 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, placée dans la position de détachement auprès du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, suivant arrêté n° 806/MTFP du 16 juin 1982, est maintenue dans cette même position pour une nouvelle période de cinq (5) ans, valable du 13 septembre 1987 au 12 septembre 1992 inclus.

Admissions

Arrêté n° 1005/MTFP du 12-10-87 — Est rapporté en ce qui concerne M. Dégbé Ayawovi Sasa, n° mle 029372-W, l'arrêté n° 784/MTFP du 8 mai 1985 portant nomination.

M. Dégbé Ayawovi Sasa, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a obtenu le certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG), session de 1976, est nommé professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 1er décembre 1980.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 1-12-82 — professeur des CEG de 3e classe 2e échelon
- 1-12-84 — professeur des CEG de 3e classe 3e échelon
- 1-12-86 — professeur des CEG de 3e classe 4e échelon.

Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes :

Atsavédé Anku Nyaléwossi, n° mle 033159-H
(cat. A2)

- 1-1-83 — professeur d'enseignement technique de 3e classe 1er échelon (AC : 1m 29jrs)

Djobo Kpakpatrou, n° mle 003824-S (cat. B)

- 1-1-85 — professeur d'enseignement technique de 3e classe 1er échelon (AC : 3m 14jrs)

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade à compter des dates suivantes :

Atsavédé Anku Nyaléwossi

- 2-11-84 — professeur d'enseignement technique de 3e classe 2e échelon (AC : néant)

- 2-11-86 — professeur d'enseignement technique de 3e classe 3e échelon

Djobo Kpakpatrou

- 17-9-86 — professeur d'enseignement technique de 3e classe 2e échelon (AC : néant).

Arrêté n° 1099/MTFP du 9-11-87 — M. Coghé Komlan Hoop Mawuko, n° mle 015179-V, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire du diplôme du cycle II de l'école nationale d'administration (ENA) promotion 1984-1987 option : administration générale, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 3 août 1987 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (section 29, chapitre 11 du budget général).

Absences irrégulières

Arrêté n° 1053/MTFP du 27-10-87 — Est constatée à compter du 18 juillet 1987, l'absence irrégulière de M. Tchobo Comlanvi Aholidji, n° mle 005171-V, assistant médical de 1re classe 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à l'hôpital d'Aného (Préfecture des Lacs).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1055/MTFP du 27-10-87 — Est constatée à compter du 27 août 1987, l'absence irrégulière de M. Até Yao Naari, n° mle 013970-V, rédacteur en chef 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, en service à Radio-Kara.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1076/MTFP du 30-10-87 — Est constatée à compter du 17 juin 1987, l'absence irrégulière de M. Akoda Amenou, n° mle 033928-J, secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction de l'économie à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1106/MTFP du 10-11-87 — Est constatée à compter du 22 septembre 1987, l'absence irrégulière de Mlle Bruce Akoko, n° mle 032113-K, secrétaire d'ad-

ministration de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à l'ambassade du Togo à Paris.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Cessation définitive de fonctions

Arrêté n° 1082/MTFP du 3-11-87 — Est constatée à compter du 7 septembre 1987, la cessation définitive de fonctions de M. Zalessky Pierre Nicolas, n° mle 400993-K, professeur de l'assistance technique française en service à l'école normale supérieure d'Atakpamé.

Licenciement

Arrêté n° 1030/MTFP du 19-10-87 — M. Panou Yaovi Ahlonko, n° mle 019173-F, instituteur-adjoint décisionnaire, en service au CEG d'Ablogamé à Lomé, est licencié de ses fonctions à compter du 7 septembre 1987, pour abandon de poste.

Retraite

Arrêté: n° 975/MTFP du 1-10-87 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la Police relevant du ministère de l'intérieur, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1987 pour invalidité.

MM. Koglo Kossivi Abiata, n° mle 003981-F, officier de police principal 2e échelon

Abalo Yawovi, n° mle 003960-A, brigadier de police 3e échelon

Amah Kpatcha, n° mle 007598-Y, gardien de la paix 7e échelon

Gore Manleka, n° mle 010210-L, gardien de la paix 7e échelon

Edjéou Abalo, n° mle 009044-W, gardien de la paix 7e échelon

Gnélo Kpona, n° mle 013301-X, gardien de la paix 7e échelon

Akpisso Kokou, n° mle 016495-R, gardien de la paix 4e échelon

Ably Pawoua Maliwelou, n° mle 018177-B, gardien de la paix 4e échelon

Laremone Kombaté, n° mle 025836-E, gardien de la paix 4e échelon

N'soukpoe Ayéna, n° mle 019889-T, gardien de la paix 4e échelon

Geraldo Machhoude, n° mle 014533-P, gardien de la paix 4e échelon

Kpaikpai Akaa, n° mle 019884-E, gardien de la paix 4e échelon

Sago Mandjampsougou, n° mle 019891-M, gardien de la paix 4e échelon

Afroma Tchecré, n° mle 25666-L, gardien de la paix 4e échelon

N'Doh N'Delah, n° mle 014143-R, gardien de la paix 4e échelon

Adiatchi Koadjo, n° mle 015661-P, gardien de la paix 4e échelon

Amanah Balabawi, n° mle 025097-T, gardien de la paix 4e échelon

Tchalim Toyi, n° mle 025899-D, gardien de la paix 4e échelon

Ouro-Agoro Walakazana, n° mle 018257-T, gardien de la paix 4e échelon

Bakary-Lare Oumorou Kanlolo, n° mle 033527-Z, gardien de la paix 4e échelon

Arrêté: n° 1046/MTFP du 27-10-87 — Est rapporté l'arrêté N° 1496/MTFP du 12 octobre 1982 portant admission à la retraite.

M. Amenouvor-Fiaty Kokou, n° mle 002299-M, assistant principal 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'aéronautique civile, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

En application de l'article 20 paragraphe III et V de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, une rente viagère d'invalidité au taux de 70 (soixante dix) pour cent du minimum vital sera concédée en outre à M. Amenouvor-Fiaty Kokou.

Le présent arrêté a effet à compter du 27 août 1986.

Arrêté: n° 1047/MTFP du 27-10-87 — M. Edoth Alihonou, n° mle 001958-Y, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction des Finances à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1988 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté: n° 1068/MTFP du 28-10-87 — Mme Dagbovi Abia, épouse Agbétiafa, n° mle 002554-L, institutrice de 1ère classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Inspection de l'Enseignement du Premier Degré de Lomé-Ouest est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er novembre 1987, en application des dispositions des articles 4 (nouveau) 6 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté: n° 1114/MTFP du 10-11-87 — M. Grunitzky Yao, n° mle 002648-S, inspecteur central principal de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires du trésor en service au cabinet du ministre de l'économie et des finances est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1988 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Rappels à l'activité

Arrêté: n° 971/MTFP du 1-10-87 — M. Mensah Yaovi, n° mle 019163-V, adjoint administratif de 1ère classe 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la Direction

de l'animation rurale et de l'action coopérative (ministère du Développement Rural) à Lomé qui a été désigné pour suivre un stage de formation professionnelle à l'école Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 0607/MTFP du 3 juillet 1987, est rappelé à l'activité à compter du 24 août 1987 et remis à la disposition du Ministre du Développement Rural à compter de la même date.

Arrêté: n° 1079/MTFP du 30-10-87 — Mlle Alosse Akua Wotoméfa, n° mle 023358-G, assistante d'hygiène d'Etat de 2^e classe 4^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la Santé Publique, en service à la Polyclinique de Kpalimé dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 622/MTFP du 13 juillet 1987, est rappelée à l'activité à compter du 7 septembre 1987, et remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine à compter de la même date.

Arrêté: n° 1080/MTFP du 30-10-87 — M. Broohm Kuété Nicoué, n° mle 026947-M, professeur de 3^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement qui avait bénéficié d'une disponibilité sans traitement pour études suivant arrêté n° 1077/MTFP du 30 octobre 1987 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté: n° 1081/MTFP du 3-11-87 — M. Adabra Komla Agbéko, n° mle 028071-H, médecin en chef 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé Publique en service au CHU de Lomé qui a été placé dans la position de disponibilité sans traitement pour études suivant arrêté n° 1652/MTFP du 7 novembre 1985, est rappelé à l'activité à compter du 30 septembre 1987 et remis à la disposition du Ministre de la Santé Publique des Affaires Sociales et de la Condition Féminine à compter de la même date.

Arrêté n° 1091/MTFP du 6-11-87 — M. Mitchikpé Ayaovi Gnonfodo, n° mle 015872-S, adjoint administratif de 1^{ère} classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 966/MTFP du 16 août 1984, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté: n° 1107/MTFP du 10-11-87 — M. Ado Tosou Adomaya, n° mle 019251-D, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au

ministère des affaires étrangères et de la coopération, désigné pour suivre un stage de formation professionnelle à l'école nationale d'administration (ENA) de Lomé suivant décision n° 27/MTFP du 20 janvier 1986 est rappelé à l'activité à compter du 15 septembre 1987 et remis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération à compter de la même date.

Arrêté: n° 1108/MTFP du 10-11-87 — M. Djosse Kossi, n° mle 009895-R, préposé de 1^{ère} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 559/MTFP du 22 juin 1987, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du Ministre de l'équipement, des postes et télécommunication.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Rectificatif

Rectificatif du 30-10-87 à l'arrêté n° 55/MTFP du 19 janvier 1987 portant intégration.

Au lieu de:

M. Ikassibou Balouki M a m a y o u m a n a m, n° mle 005937-B, adjoint administratif de 1^{ère} classe 1^{er} échelon est élevé au 2^e échelon de son grade à compter du 17 mars 1986.

Lire :

M. Ikassibou Balouki M a m a y o u m a n a m, n° mle 005937-B, adjoint administratif de 1^{ère} classe 1^{er} échelon est élevé au 2^e échelon de son grade à compter du 18 avril 1985.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 10-8-87 à l'arrêté n° 684/MTFP/DGTI MOSS du 29 juillet 1987 portant nomination.

Au lieu de Mme Tangaou Essodina Tchamdja n° mle 022482-C, administrateur civil 4^e échelon, précédemment Chef de Service de la Main-d'œuvre et de l'Emploi à Lomé est nommée Chef de Service de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales de Lomé-Nord en remplacement de Mme Dokanou Massan, épouse Hodouto,

Lire :

Mme Tchamdja Essodina épouse Tangaou n° mle 022482-C, administrateur civil principal 1^{er} échelon précédemment Chef de Service de la Main-d'œuvre et de l'Emploi à Lomé est nommée Chef de Service de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales de Lomé-Nord en remplacement de Mme Dokanou Massan, épouse Hodouto.

Rectificatif du 1-10-87 à la décision n° 339/MTFP du 7 septembre 1987 constatant cessation définitive de fonctions.

Est constatée pour compter du 1er octobre 1987, la cessation définitive de fonctions des agents ci-après désignés relevant de différents Ministères, qui ont accompli trente (30) ans de service effectifs.

*Ministère de l'Équipement et des Postes
et Télécommunications*

Au lieu de:

Agbokowu Sika Anyonam, n° mle 001460-W, employée de bureau permanent de 5^e catégorie hors échelle.

Lire :

Agbo Kowou Sika Enyonam, n° mle 001460-W, employée de bureau permanent de 5^e catégorie hors échelle.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 1-10-87 — à l'arrêté n° 864/MTFP du 7 septembre 1987 portant admission à la retraite .

Les agents ci-après désignés, relevant de différents Ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1987.

*Ministère de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique*

Au lieu de:

M. Atitso Kodjo Sélé-Séla Loloko, n° mle 001543-R, instituteur de 2^e classe 3^e échelon

Lire :

M. Atitso Kodjo Sélé-Séla Loloko, n° mle 001543-R, instituteur principal 2^e échelon.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 27-10-87 — à l'arrêté n° 0864/MTFP du 7 septembre 1987, portant admission à la retraite .

Les agents ci-après désignés, relevant de différents Ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs, sont admis à faire valoir leurs droits à pension de retraite pour compter du 1er octobre 1987.

*Ministère de l'équipement et des postes et
télécommunications*

Au lieu de:

M. Mawuvi Kossi, n° mle 001880-S, agent d'exploitation de 1^{ère} classe 3^e échelon

Lire :

M. Mawuvi Kossi, n° mle 001880-S, agent d'exploitation PPal. de 1^{er} échelon.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 24-11-87 — à l'arrêté n° 975/MTFP du 1er octobre 1987 portant admission d'office à la retraite.

Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police relevant du ministère de l'intérieur, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1987, pour invalidité.

Au lieu de:

Abalo Yawovi, n° mle 003960-A, brigadier de police de 3^e échelon.

Lire :

Abalo Yawovi, n° mle 003960-A, brigadier chef 2^e échelon.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Nomination

Arrêté n° 15/METFP du 4-11-87 — M. Agbogbé Kokou Midehou, n° mle 031475-V, professeur d'enseignement technique de 3^e classe 4^e échelon, précédemment en service provisoire à la direction des affaires communes, est nommé chef de la division des investissements et équipements au sein de la même direction.

Le présent arrêté, prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté n° 17/MDR du 2 octobre 1987, portant interdiction de pêche dans la zone d'emprise du barrage de Nagbéto.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu la loi n° 64-14 du 11 juillet 1964 portant réglementation de la pêche ;

Vu le décret n° 87-24 du 24 mars 1987 portant restructuration du gouvernement,

A R R E T E :

Art. Premier — En vue de permettre la multiplication des poissons et l'organisation d'une exploitation rationnelle du barrage de Nagbéto, la zone ci-dessous délimitée est déclarée zone interdite de pêche:

— A l'ouest, par la nationale 1 (Lomé-Dapaong);

— A l'est, par la frontière entre le Togo et la République Populaire du Bénin;

— Au nord, par la piste Anié-Kolokopé - Zongo via Okeloukoutou

— Au sud, par la route Wahala - Tado.

Art. 2 — Les services régionaux du développement rural, des forêts et chasses et de l'environnement, les forces de sécurité, sont chargés en ce qui les concernent de l'application stricte des présentes dispositions.

Art. 3 — Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues à l'article 34 de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo.

Art. 4 — Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Lomé, le 2 octobre 1987
Koffi Kadanga Walla

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté: n° 782/MEF/CR du 18-11-87 — Une pension proportionnelle (pourcentage 50 %) au montant annuel de trois cent trente neuf mille six cent soixante huit (339.668) francs pour compter du 1er juin 1985 et de trois cent cinquante six mille six cent quarante huit (356.648) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tovi Koffi infirmier principal 1er échelon du corps du personnel de la Santé (indice 900) admis à la retraite.

M. Tovi Koffi pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 12è rang) ci-après désignés.

Ablanvi, née le 9 août 1966

Dovi, né le 25 octobre 1966

Akouavi, née le 13 août 1969

Afi, né le 12 mars 1971

Ahlin Ahlin, né le 17 août 1975

Kouassi, né le 10 septembre 1978.

Arrêté: n° 783/MEF/CR du 18-11-87 — La pension proportionnelle allouée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dossouvi Kouassi Zobigbé, agent technique de 1ère classe 2è échelon est révisée et fixée au taux de 44 % des émoluments de base correspondant à l'indice 1.250 pour compter du 1er octobre 1983.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à quatre cent quinze mille cent quarante huit (415.148) francs pour compter du 1er octobre 1983 et à quatre cent trente cinq mille neuf cent quatre (435.904) francs pour compter du 1er janvier 1987.

Le reste sans changement.

Rôles

Arrêté: n° 784/MEF/AI — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes trésor du mois de juillet 1987 ci-dessous :

Budget Général

133 Lomé IS (OTP)	2 000 000 000	2 000 000 000
		2 000 000 000

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

BIAO-TOGO

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1987

ACTIF	Millions de F. CFA
Caisse, Banque Centrale	10 588
Banques et Correspondants bancaires	886

Autres Institutions Financières	224
Gouvernements et Institutions Internationales non financières	205
Autres agents économiques (Crédits)	13 976
* Portefeuille d'effets commerciaux	833
* Autres crédits à court terme	9 696
* Autres crédits (a)	3 447
Autres comptes	5 578
* Titres et participations	15
* Immobilisations	1 089
* Autres	4 474
Résultats	—
* Pertes des exercices antérieurs	—
* Résultats de l'exercice	—
TOTAL	31 457

(a) : y compris crédits en souffrance.

PASSIF Millions de francs cfa

BANQUE CENTRALE	—
Banques et correspondants bancaires	989
Autres institutions financières	377
Gouvernements et Institutions Internationales non financières	3 526
Autres agents économiques (dépôts, bons de caisse, emprunts)	20 402
* Comptes disponibles par chèques ou virements	6 362
* Dépôts à terme et bons de caisse jusqu'à 2 ans	7 515
Dépôts à terme et bons de caisse de plus de 2 ans à 10 ans	—
* Comptes à régime spécial	6 117
* Emprunts obligatoires et autres emprunts	—
* Autres sommes dues à la clientèle	408
Autres comptes	4 857
Fonds permanents et provisions	1 091
* Provisions ayant un caractère de réserves	17
* Provisions pour pertes et charges	—
* Fonds de garantie et autres fonds affectés	—
* Réserves	114
* Dotations et capital	937
* Report à nouveau	23
Résultats de l'exercice	215
* Bénéfices à distribuer	—
TOTAL	31 457

HORS BILAN

Crédits confirmés - Part non utilisée	1 991
Engagements sous forme d'acceptations, d'aval de cautions ou d'autres garanties	3 963
Part des crédits bénéficiant de cautions, aval ou autres garanties	1 405

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 6 816 RT, appartenant à M. Djadjaglo Emile, fonctionnaire des PTT, demeurant à Lomé.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 7 816 RT, Vol. XL, F° 80, appartenant à M. Khaunbiow - Attakuy Comlanvi, ex - Norbert, agent commercial, demeurant à Cotonou (Bénin).

Pour première insertion

